



18 novembre 2016

LITTÉRATIE FINANCIÈRE : LE CAS DE LA GÉNÉRATION Y, UN SIGNAL D'ALARME INVITANT À BÂTIR DE MEILLEURES ASSISES

Faits saillants

- Le besoin de posséder de solides compétences financières n'a jamais été aussi criant. Dans un contexte de taux d'intérêt historiquement bas, les ménages ont vu leur endettement augmenter plus rapidement que leurs revenus, pour atteindre des sommets records. Cet endettement a eu des effets positifs, ouvrant la porte à une hausse de l'accession à la propriété pour les gens de tous âges, mais il a aussi augmenté la vulnérabilité aux changements de situation financière.
- Ce besoin est particulièrement criant chez les membres de la génération Y. Avant même de terminer leurs études secondaires, les jeunes ont des comptes bancaires, des cartes de débit et des téléphones intelligents qui leur donnent accès à des produits financiers en un simple clic. Malgré un niveau de scolarité élevé, la plupart des jeunes ignorent combien ils doivent épargner pour la retraite.
- De longues études postsecondaires ne suffisent pas à garantir l'acquisition des compétences financières nécessaires pour explorer le nouveau monde financier. Les fondements de la littératie financière doivent être posés avant l'âge adulte. Les compétences acquises en bas âge devraient être renforcées afin que les jeunes soient prêts à prendre la bonne décision lorsque d'importants choix financiers se présenteront à eux.
- Pour préparer les jeunes à prendre de bonnes décisions financières tout au long de leur vie, la formation financière devrait être intégrée aux programmes scolaires dès l'école primaire afin de cultiver les compétences au fil des ans, comme c'est le cas pour les mathématiques et la lecture. Plus tard, ces compétences peuvent être développées dans le cadre de cours pratiques traitant de concepts financiers et économiques plus précis.

La génération Y (dont les membres sont nés, grosso modo, entre 1981 et 2000) est la génération la plus scolarisée au Canada. Le niveau d'études postsecondaires y est plus élevé que pour toute génération antérieure. Le niveau de scolarité suit une tendance certes positive, mais insuffisante pour garantir que les jeunes possèdent les compétences financières dont ils ont besoin. Les recherches montrent une corrélation entre le niveau de scolarité et les compétences financières (tableau 1), mais cette génération instruite se juge elle-même moins apte et obtient de moins bons résultats en matière d'indicateurs de littératie financière que les Canadiens plus âgés. Par littératie financière, nous entendons la définition qu'en donne l'Agence de la consommation en matière financière du Canada (ACFC) pour rendre compte des connaissances, des compétences et de l'assurance nécessaires pour prendre

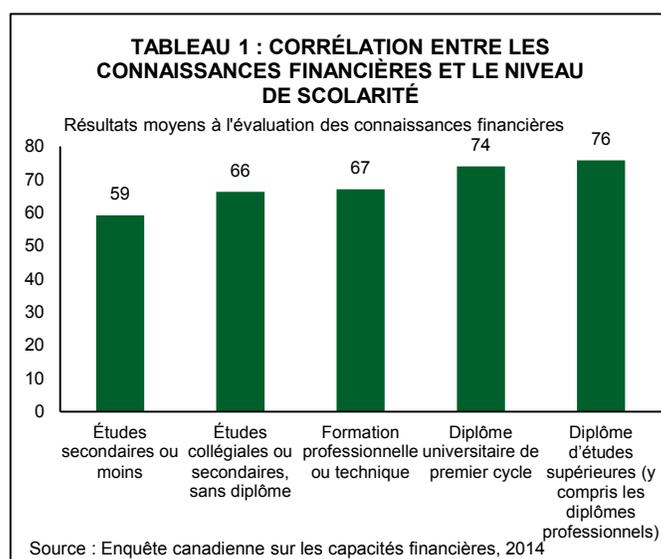


TABLEAU 2 : L'ENDETTEMENT DES MÉNAGES CANADIENS N'A JAMAIS ÉTÉ AUSSI ÉLEVÉ

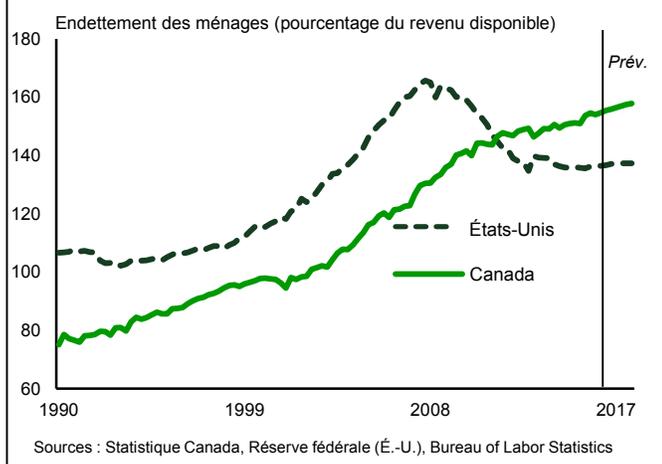
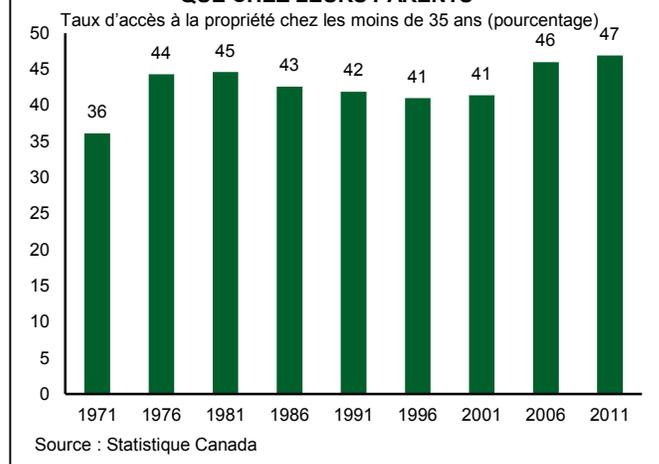


TABLEAU 3 : PLUS FORTE PROPORTION DE PROPRIÉTAIRES CHEZ LES Y QUE CHEZ LEURS PARENTS



des décisions financières responsables¹.

L'appel à une amélioration de la littératie financière ne date pas d'hier, mais il se fait plus pressant. La conjoncture économique de faibles taux d'intérêt a encouragé un endettement accru dans tous les groupes d'âge (tableau 2). La Banque du Canada ainsi que d'autres organismes internationaux, comme le Fonds monétaire international, ont soulevé des inquiétudes quant à l'endettement croissant des Canadiens, appelant les ménages à faire preuve de prudence.

Le niveau d'endettement des Y est bien supérieur à celui de leurs aînés. Cela s'explique en partie par un endettement étudiant plus lourd, mais aussi par une volonté plus marquée de souscrire un prêt hypothécaire à un plus jeune âge. Le taux d'accession à la propriété chez les moins de 35 ans est plus élevé qu'il ne l'était pour la génération de leurs parents (tableau 3). Les jeunes ont aussi un accès plus facile à des outils leur permettant de prendre des décisions financières plus tôt. Avant même de terminer leurs études secondaires, bon nombre d'entre eux ont des comptes bancaires, des cartes de débit et des téléphones intelligents qui leur permettent d'accéder à leurs fonds en un simple clic. Si vous demandez à un Y à quand remonte la dernière fois où il a discuté avec un caissier de banque, il pourrait bien vous répondre : « Un caissier? Qu'est-ce que c'est que ça? »

De par sa nature même, l'endettement des ménages, conjugué à la faiblesse prolongée des taux d'intérêt, exige l'acquisition de connaissances très fines sur un épargne-retraite qui risque fort d'être négligé au profit de remboursements de prêts hypothécaires ou de dettes d'études. Voilà l'envers de la médaille. De nombreux Canadiens n'ont pas épargné suffisamment pour la retraite, et tout porte à croire que les Y ne feront guère mieux que les générations précé-

dentes et auront autant d'obstacles qu'elles à surmonter. La faiblesse des taux d'intérêt constitue un symptôme de ralentissement de la croissance économique; dans ce contexte, les taux de rendement demeureront vraisemblablement moindres que par le passé, ce qui signifie que les axiomes traditionnels sur l'épargne et l'emprunt perdent de leur pertinence. Les connaissances et les compétences financières doivent donc être constamment mises à jour.

Un simple diplôme universitaire n'est pas une protection infaillible. Même chez les diplômés universitaires, la grande variabilité des compétences financières pourrait indiquer une perpétuation intergénérationnelle des ménages à faible revenu. Les jeunes dont les parents ont des compétences financières développées en bénéficient, mais qu'en est-il de ceux et celles qui n'ont pas de mentors avisés ou qui ne font pas d'études supérieures? L'apprentissage par la pratique est un pari risqué, et les faux pas peuvent avoir des conséquences durables pour un ménage. L'augmentation du niveau de scolarité accentuera vraisemblablement l'écart des compétences financières chez les jeunes qui empruntent un parcours différent.

De telles considérations mettent en lumière le besoin d'équilibrer les chances dans l'ensemble de la population canadienne par le développement de compétences financières fondamentales dans le système d'éducation, et ce, à un stade plus précoce et de façon continue. Comblar les écarts à un plus jeune âge peut contribuer à faire en sorte que le système financier sert les besoins de tous les Canadiens. La constitution d'une solide fondation est suivie par un apprentissage permanent et un soutien ponctuel quand vient le temps de prendre des décisions financières importantes.

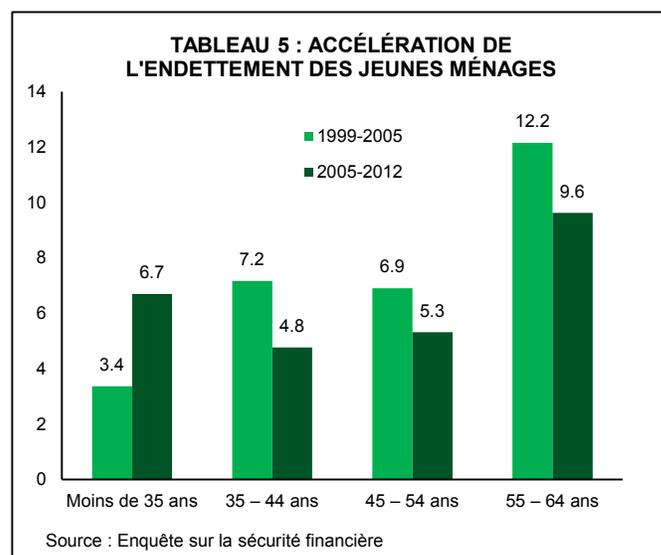
Afin de préparer les jeunes aux décisions financières qui

jalonneront leur vie, le système d'éducation devrait mettre l'accent sur l'acquisition de solides connaissances fondamentales standardisés tout au long des études primaires et secondaires. L'éducation financière devrait être intégrée aux programmes des écoles primaires et les compétences devraient être cultivées au fil des ans, comme les mathématiques et la lecture. Plus tard, ces compétences peuvent être développées dans des cours pratiques traitant de budget et de concepts financiers et économiques plus précis. Il serait tout aussi important d'effectuer des évaluations régulières pour mesurer la progression de la littératie financière chez les jeunes. Enfin et surtout, on devrait investir dans le développement des aptitudes financières des enseignants afin de leur procurer la confiance et la formation nécessaires pour cultiver les connaissances des étudiants dans l'ensemble du pays.

De l'importance d'influer sur le comportement à un jeune âge

Bon nombre des décisions les plus importantes que l'on prend au cours d'une vie concernent les finances. La nécessité de prendre des décisions financières responsables se fait sentir avant l'âge adulte. Bien avant de terminer leurs études secondaires, les jeunes doivent décider s'ils veulent faire des études postsecondaires et trouver un moyen de les financer. Malgré l'adoption récente d'une loi en Ontario assurant la gratuité des études postsecondaires pour les familles à faibles revenus, d'autres dépenses doivent être prises en considération : manuels scolaires, transport, dépenses courantes, coût d'opportunité associé au fait de ne pas travailler, etc.

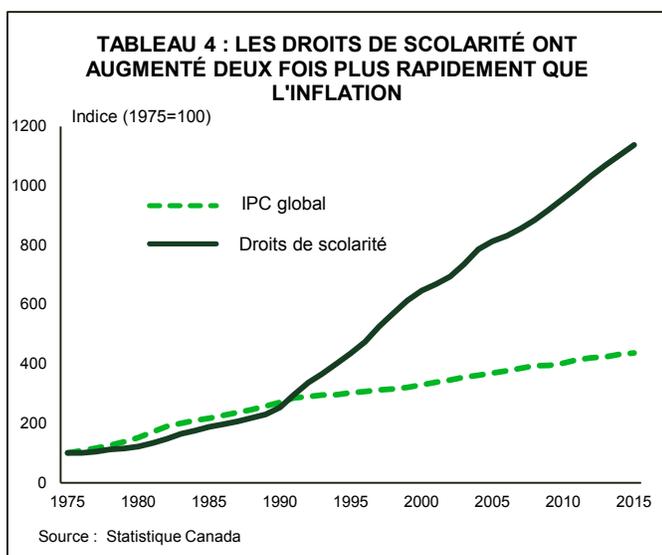
Des études postsecondaires améliorent les perspectives d'emploi et de croissance du revenu, mais le poids de leur

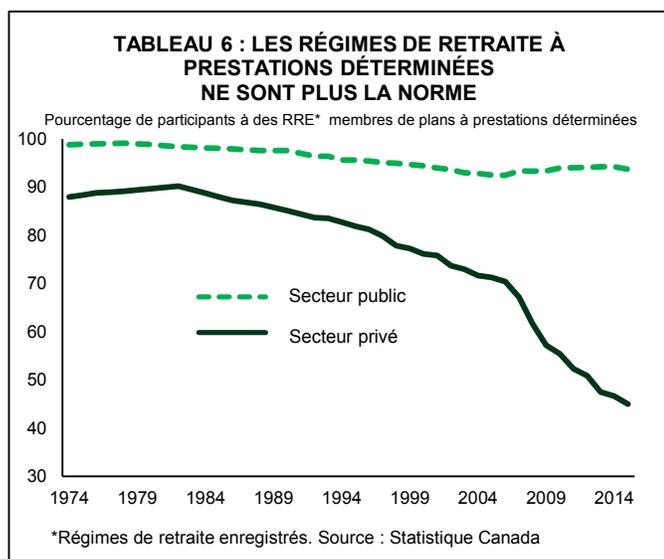


financement repose de plus en plus sur les épaules des individus. Les frais de scolarité ont augmenté à un rythme plus de deux fois supérieur à celui de l'inflation générale au cours des 20 dernières années (tableau 4). Par conséquent, la proportion d'étudiants endettés ainsi que le niveau d'endettement moyen par étudiant a grimpé constamment. Les jeunes les plus vulnérables sont ceux qui se sont endettés sans terminer leurs études postsecondaires, car ils accusent le fardeau financier du remboursement de leurs dettes sans avoir amélioré leurs perspectives d'emploi et de revenu. Ce phénomène souligne l'importance d'acquérir de bonnes compétences de gestion financière en bas âge.

Les Y, en plus de souscrire à des prêts étudiants, contractent de plus en plus d'autres formes de dettes, notamment sous forme de prêts hypothécaires et de lignes de crédit. Le niveau d'endettement des moins de 35 ans a augmenté à un rythme annuel moyen de 6,7 % depuis 2005 (tableau 5). Le seul groupe d'âge dont l'endettement a progressé plus rapidement est celui des plus de 55 ans. Dans les deux cas, la hausse de l'endettement a été plus rapide que la croissance du revenu. Si les faibles taux d'intérêt allègent le financement de l'endettement, l'augmentation de celui-ci par rapport au revenu accroît la vulnérabilité advenant une hausse des taux.

Une solide littératie financière se révèle tout aussi nécessaire lorsque vient le temps de prendre des décisions d'épargne. Pour les générations précédentes, le besoin de choisir combien épargner et où investir était moindre étant donné la grande accessibilité à des régimes de retraite à prestations déterminées fournis par les employeurs. Or, c'est de moins en moins le cas pour les jeunes d'aujourd'hui. Après avoir atteint un sommet à 94 % au début des années 1980, la





proportion des participants à un régime de retraite enregistré qui sont membre d'un plan à prestations déterminées a chuté à 70 % (tableau 6). Au sein du secteur privé, qui emploie la plupart des jeunes travailleurs, cette proportion a été réduite de moitié, passant de 90 % à tout juste 45 %. En raison du déclin à long terme des régimes à prestations déterminées, la responsabilité de gérer l'épargne incombe maintenant davantage aux travailleurs.

Le programme de régime enregistré d'épargne-retraite du gouvernement fédéral offre aux gens de tous les âges un important incitatif à épargner davantage et à reporter l'impôt en cotisant à un REER. Toutefois, au cours des 15 dernières années, la proportion de contribuables cotisant à un REER a chuté, passant de 30 % en 2000 à 23 % en 2014. Dans la tranche d'âge correspondant au sommet de la période d'épargne (25 – 45 ans), la proportion de contribuables cotisant à un REER a baissé de près de 40 % à 30 %. Compte tenu du contexte de lente croissance économique et de faibles taux de rendement, cette tendance est particulièrement inquiétante chez les jeunes, qui auront besoin d'épargner davantage pour conserver la même qualité de vie que leurs aînés.

La bonification récente du Régime de pension du Canada (RPC) réduira en partie la vulnérabilité des Canadiens, mais il ne s'agit pas d'une solution miracle, surtout pour les personnes dont les aptitudes financières fondamentales sont moins solides. En fait, le RPC bonifié pourrait procurer un sentiment de sécurité trompeur et inciter à des changements de comportement qui réduiraient ses avantages pour l'épargne-retraite. Une récente étude de Statistique Canada suggère que si les changements apportés au RPC devaient entraîner une augmentation de l'épargne total, cette augmentation se ferait en partie aux dépens des instruments

d'épargne privée : l'épargne privée diminuerait d'environ 50 cents par dollar d'augmentation de cotisation au RPC². Un calcul rapide montre que d'ici 2025 les changements au RPC entraîneront une réduction de l'épargne privée de 5 à 5,5 milliards de dollars par an (soit environ 2 % de l'épargne totale des ménages) par rapport à un cas de figure où sans changement. Bien que ces estimations demeurent fort incertaines, il faut retenir que si les épargnants n'ont pas de solides assises pour comprendre leurs propres besoins financiers et y répondre, dans 30 ans nous pourrions nous retrouver dans la même situation. Aussi, il est possible que les employeurs réduisent leurs prestations de retraite en réponse à la bonification du RPC, forçant les employés à demeurer tout aussi affairés à épargner pour la retraite.

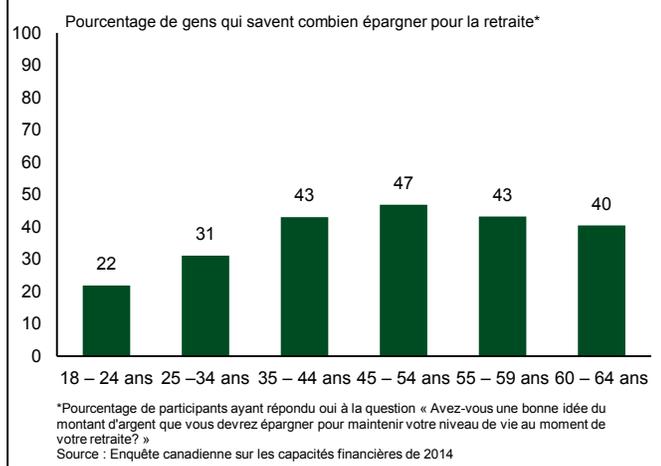
Une importante minorité de Canadiens ne possèdent pas les connaissances financières adéquates

Bien que la plupart des Canadiens semblent gérer leurs finances de façon responsable, une importante minorité n'a pas les moyens de réaliser son potentiel économique. La prise de décisions financières nécessite un ensemble de connaissances hautement spécialisées recoupant des concepts économiques et financiers ainsi que des comportements et attitudes à l'égard de l'emprunt, de l'épargne et du placement. L'évaluation de la littératie financière repose généralement sur quelques méthodes différentes : 1) des questions sur des comportements financiers précis (comme faire un budget ou payer le solde de sa carte de crédit chaque mois); 2) l'auto-évaluation des capacités financières; 3) des questions objectives sur des concepts ou problèmes financiers précis.

De récentes études sur les aptitudes financières révèlent des lacunes chez les jeunes Canadiens, tant sur le plan des mesures subjectives que sur celui des mesures objectives. D'aucuns verront d'un bon œil les résultats intéressants obtenus par le Canada dans la récente évaluation internationale de l'OCDE sur la littératie financière chez les adultes: parmi les 31 pays étudiés, le Canada s'est classé au troisième rang, à égalité avec la Norvège. On remarque toutefois des écarts évidents d'une catégorie à l'autre, marqués par une grande variabilité des capacités financières. Le Canada a obtenu ses meilleurs résultats dans le domaine des comportements et attitudes, se tirant quelque peu moins bien d'affaire sur le plan des connaissances financières. Environ 60 % des répondants canadiens ont atteint ce que l'OCDE considère comme un seuil minimal acceptable, soit 70 %, dans la section sur les connaissances financières. Cette proportion se situe toutefois en deçà de la moyenne de l'OCDE, soit 62 %.

Ces résultats sont conformes à ceux des enquêtes canadiennes sur la littératie financière. La dernière Enquête ca-

TABEAU 7 : LA PLUPART DES GENS IGNORENT COMBIEN ÉPARGNER POUR LA RETRAITE



nadienne sur les capacités financières, menée par Statistique Canada en 2014, révélait qu'un tiers des Canadiens ne se préparait pas du tout pour la retraite, que ce soit par le biais d'un régime d'employeur ou par leurs propres moyens. Qui plus est, près de 60 % des Canadiens ignoraient combien ils avaient besoin d'épargner pour préserver leur qualité de vie à la retraite (tableau 7). Les résultats des auto-évaluations du niveau de littératie financières montrent aussi qu'il y a place à amélioration, puisque 60 % des Canadiens adultes jugent que leurs connaissances sont « correctes » ou « faibles ».

La principale recommandation de l'OCDE aux décideurs de tous les pays était de hausser les investissements dans l'éducation financière à l'âge scolaire afin d'améliorer les résultats³. L'importance de tels investissements ne saurait être minimisée. Des études montrent que les jeunes Canadiens sont plus enclins à accuser un retard dans le paiement de leurs factures et moins enclins à faire un budget et à se préparer à la retraite que les Canadiens plus âgés. Près de 80 % des Canadiens de 18 à 24 ans ont répondu qu'ils ignoraient combien ils devaient épargner pour la retraite.

Une augmentation du niveau de scolarité ne suffit pas nécessairement à combler l'écart. Même chez les diplômés universitaires, le niveau des connaissances financières demeure moins élevé pour les personnes à faible revenu (tableau 8). Cette donnée est déconcertante, puisque si l'enseignement de compétences financières reste essentiellement une affaire d'expérience personnelle ou de transfert intergénérationnel, le cycle ne sera pas rompu en maintenant le statu quo. Le système d'éducation se voit donc encore plus responsable d'améliorer les compétences fondamentales de leurs élèves et de leur inculquer des comportements responsables à un jeune âge.

Leçons à retenir d'autres pays

Si nous avons une bonne idée des compétences financières des Canadiens adultes, nous en savons moins sur les compétences des enfants d'âge scolaire. Le Canada n'a pas participé à la première enquête sur la littératie financière des étudiants de 15 ans réalisée par l'OCDE en 2012 dans le cadre de son Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA)⁴. Plusieurs provinces ont participé à l'enquête de 2015, mais les résultats ne seront pas publiés avant 2017.

Néanmoins, les résultats de l'enquête de 2012 de pays comparables au Canada offrent d'importantes leçons. Ils montrent une forte corrélation entre la littératie financière et les aptitudes de lecture ou de calcul. Ils révèlent également une corrélation entre la littératie financière et la situation socio-économique, les étudiants issus de milieux à faible revenu et les immigrants ayant obtenu des résultats moins élevés que ceux issus de milieux aisés et nés au pays.

Fait plus encourageant, l'enquête de l'OCDE semble indiquer que les pays peuvent prendre des mesures pour améliorer la littératie financière des jeunes. Les étudiants de Belgique, de Nouvelle-Zélande et d'Australie ont de meilleurs résultats en littératie financière que les étudiants d'autres pays ayant obtenu des résultats comparables en mathématiques et en lecture. Ces pays intègrent l'éducation financière au programme scolaire de base dès le plus jeune âge et offrent un soutien aux enseignants pour l'amélioration de leurs propres compétences financières. Le système d'éducation doterait ainsi les enseignants de compétences supplémentaires propres à la littératie financière. Au fil des enquêtes, on peut suivre l'évolution des pays et relever les pratiques efficaces.

Même en faisant abstraction de ces enquêtes sur la littératie financière, on peut tirer certaines leçons d'un examen des données sur les aptitudes de base en lecture et en calcul. L'une des plus évidentes tient au fait que les pays ayant obtenu les meilleurs résultats en lecture et en calcul investissent davantage dans la formation et les compétences de leurs enseignants. C'est d'autant plus vrai pour la littératie financière : les études montrent toujours que les enseignants manquent d'aisance et d'assurance quant à leurs connaissances financières. Une étude récente sur les enseignants canadiens menée pour le Groupe Banque TD par la Fondation canadienne d'éducation économique (FCEE) révèle que la plupart des enseignants manquent de confiance lorsqu'ils enseignent des concepts financiers⁵. La principale recommandation émise dans la foulée de cette étude insistait sur l'importance d'investir dans le perfectionnement profes-

sionnel des enseignants.

Autre leçon à retenir : en canalisant les ressources vers les écoles et les étudiants moins performants, on rétrécit l'écart entre ceux-ci et les plus performants, en plus de limiter l'influence de la situation socio-économique sur les résultats en littératie financière. Le Canada est l'un des pays ayant connu beaucoup de succès à cet égard.

Enfin, et surtout, les enquêtes évaluant tant les jeunes que les adultes montrent une corrélation entre les bons résultats en lecture et en calcul obtenus chez les jeunes et ceux de leurs parents. Ce fait est particulièrement important. Si les compétences financières des membres de la génération la plus scolarisée demeurent insuffisantes, pourquoi supposons-nous que celles de leurs enfants seront meilleures? Voilà une excellente raison de s'assurer que le système d'éducation offre une formation financière équitable pour tous les Canadiens.

Conclusion : l'éducation financière doit commencer tôt

La littératie financière, comme la lecture et le calcul, est une compétence que l'on développe et dont on se sert toute sa vie. L'amélioration de la littératie financière vise à donner les connaissances, les compétences et les renseignements nécessaires pour éviter les faux pas et les dangers dans la prise de décisions financières.

Il y a essentiellement trois façons d'acquérir des compétences financières : l'éducation scolaire, l'apprentissage par la pratique et la transmission de connaissances par des parents ou des mentors. Les parents jouent un rôle majeur dans la transmission de connaissances et de comportements, mais compte tenu des déséquilibres en matière d'aptitudes financières existant au sein de la population adulte canadienne, le système scolaire se révèle d'une importance capitale dans l'acquisition de compétences fondamentales pour combler ces iniquités sociales. Les jeunes dont les parents possèdent de piètres connaissances financières pourraient être désavantagés d'emblée; ils commettront des erreurs qu'ils auront été apprises par la pratique et qui les suivront toute leur vie. Le rôle d'équilibrer les chances revient donc au système d'éducation.

Si une éducation financière de base est intégrée aux programmes scolaires provinciaux, elle est loin d'être uniforme. Comme il est relevé dans le rapport de la FCEE préparé pour le Groupe Banque TD : « Actuellement, l'éducation financière n'est pas incluse de façon régulière et systématique dans les programmes scolaires provinciaux. Certains éléments de l'éducation financière sont intégrés dans divers

cours de domaines variés offerts à différents niveaux scolaires. L'éducation financière qu'un élève reçoit au Canada est inégale. »

En outre, à l'heure actuelle, l'éducation financière est surtout offerte au secondaire, mais il y en a très peu au primaire. Il s'agit d'une occasion ratée. La complémentarité de la littératie financière et des compétences de base en lecture et en calcul est bien établie. Comme les compétences en lecture et en calcul, les compétences financières peuvent et devraient être développées année après année.

En effet, il est plus facile d'inculquer des comportements financiers responsables à un jeune âge que de changer de mauvais comportements par la suite. De telles mesures iraient de pair avec d'autres interventions du gouvernement fédéral pour améliorer le sort financier des Canadiens, comme les changements apportés récemment aux règles d'assurance prêt hypothécaire et la bonification du RPC. Pour l'instant, on peut dire que le gouvernement donne du poisson aux Canadiens plutôt que de leur apprendre à pêcher. Une meilleure capacité en gestion financière personnelle réduirait la nécessité d'avoir recours à des mesures gouvernementales draconiennes. Les connaissances en font partie, mais il est tout aussi important de nourrir la confiance des jeunes quant à leur maîtrise de concepts financiers. Les jeunes devraient ainsi être convaincus des avantages liés aux aptitudes financières et être motivés à apprendre tout au long de leur vie.

Si l'éducation est une responsabilité provinciale ou territoriale, viser l'approfondissement des connaissances et une plus grande constance d'une région à l'autre est un impératif national. Les enseignants sondés dans le cadre du rapport préparé par la FCEE pour le Groupe Banque TD sont animés par un profond désir de collaboration interprovinciale dans l'élaboration d'un programme national d'éducation financière. Simultanément, on doit investir dans la formation des enseignants afin qu'ils puissent transmettre leur assurance et leurs connaissances à leurs étudiants.

Notes

- 1 Agence de la consommation en matière financière du Canada (2015). Littératie financière. <http://www.fcac-acfc.gc.ca/Fra/litteratieFinanciere/Pages/home-accueil.aspx>
- 2 Messacar, David (2015). Les régimes de pension d'employeurs empiètent-ils sur d'autres formes d'épargne pour la retraite? Données tirées des dossiers de l'impôt sur le revenu canadien. Direction des études analytiques : documents de recherche de Statistique Canada, catalogue 11F0019M – No. 371. <http://www.statcan.gc.ca/pub/11f0019m/11f0019m2015371-fra.pdf>
- 3 OCDE (2016), OECD/INFE International Survey of Adult Financial Literacy Competencies. <http://www.oecd.org/daf/fin/financial-education/OECD-INFE-International-Survey-of-Adult-Financial-Literacy-Competencies.pdf>
- 4 OCDE (2014), Principaux résultats de l'Enquête PISA 2012 : Ce que les élèves de 15 ans savent et ce qu'ils peuvent faire avec ce qu'ils savent. <https://www.oecd.org/pisa/keyfindings/pisa-2012-results-overview-FR.pdf>
- 5 Portrait de l'éducation financière au Canada (2015) : Groupe Banque TD. Rapport préparé pour le Groupe Banque TD par la Fondation canadienne d'éducation économique (FCEE)

Le présent rapport est fourni par les Services économiques TD. Il est produit à des fins informatives et éducatives seulement à la date de rédaction, et peut ne pas convenir à d'autres fins. Les points de vue et les opinions qui y sont exprimés peuvent changer en tout temps selon les conditions du marché ou autres, et les prévisions peuvent ne pas se réaliser. Ce rapport ne doit pas servir de source de conseils ou de recommandations de placement, ne constitue pas une sollicitation d'achat ou de vente de titres, et ne doit pas être considéré comme une source de conseils juridiques, fiscaux ou de placement précis. Il ne vise pas à communiquer des renseignements importants sur les affaires du Groupe Banque TD, et les membres des Services économiques TD ne sont pas des porte-parole du Groupe Banque TD en ce qui concerne les affaires de celui-ci. L'information contenue dans ce rapport provient de sources jugées fiables, mais son exactitude et son exhaustivité ne sont pas garanties. De plus, ce rapport contient des analyses et des opinions portant sur l'économie, notamment au sujet du rendement économique et financier à venir. Par ailleurs, ces analyses et opinions reposent sur certaines hypothèses et d'autres facteurs, et sont sujettes à des risques et à des incertitudes intrinsèques. Les résultats réels pourraient être très différents. La Banque Toronto-Dominion ainsi que ses sociétés affiliées et entités apparentées qui constituent le Groupe Banque TD ne peuvent être tenues responsables des erreurs ou omissions que pourraient contenir l'information, les analyses ou les opinions comprises dans ce rapport, ni des pertes ou dommages subis.